



# CGT Finances Publiques Aveyron

## Déclaration liminaire

### CTL EMPLOI du 08 janvier 2019

En ce début d'année et alors que Gérard Darmanin en appelle à la mobilisation des agents pour assurer la "réussite du Prélèvement à la Source", les directions locales réunissent les comités techniques afin d'annoncer le crû 2019 des destructions d'emplois.

2 130 emplois seront supprimés en 2019 à la DGFIP, s'ajoutant aux 40 000 suppressions depuis vingt ans. À notre connaissance, nous sommes la seule administration qui subit un tel traitement. C'est un triste record dont les agents et les usagers se seraient bien passé.

Est-ce à dire que dans l'esprit de nos dirigeants nombre de missions et de collègues ne sont pas utiles ? Comment expliquer autrement cet acharnement contre la DGFIP ?

Plusieurs ministres nous ont dit : «*Ne vous inquiétez pas, la DGFIP est au coeur de la république*». Mais à la CGT Finances Publiques, nous n'avons jamais rencontré de médecin qui explique que, pour aller mieux, il faut affaiblir un cœur.

Pourtant, c'est le choix qui est fait année après année par les gouvernements successifs : celui d'affaiblir le cœur de la République. Dans cette période où la demande citoyenne d'égalité et de justice fiscale se fait entendre, on ne peut comprendre ces choix.

2130 emplois supprimés quand notre administration doit faire face à la mise en place du prélèvement à la source, quand elle a besoin d'être encore plus efficace en matière de contrôle fiscal (fraude et évasion fiscale annuelles estimées à 100 milliards d'euros) et de contrôle de la dépense publique, c'est intolérable !

Cela signifie que les restructurations vont se multiplier, que le service public va être davantage désorganisé, soumis à la seule règle de l'austérité et que la mise en pièce des droits des agents est programmée.

### **Pour l'Aveyron ce seront 11 emplois qui seront rayés de la carte.**

Au premier coup d'œil, certains constats s'imposent :

- les départements comme l'Aveyron sont proportionnellement plus touchés que les départements plus importants
- si certaines colonnes du tableau font état de + et de -, il y a au moins une catégorie de personnels qui sait à quoi s'en tenir sur la considération qui lui est portée (- 8 emplois). La catégorie C, la moins bien payée, qui subit durement la réduction drastique des promotions est donc celle qui supporte une fois de plus l'essentiel des destructions d'emplois.

Nous savons depuis longtemps que nous n'avons rien à attendre de la direction locale qui se cache derrière le principe de loyauté pour se dégager de ses responsabilités et renvoyer aux

agents la responsabilité des difficultés en leur assénant qu'ils et elles doivent S'ORGANISER, faire des arbitrages etc....

La loyauté a bon dos, et on peut raisonnablement s'interroger sur les destinataires de cette dévotion. A qui s'adresse-t-elle cette loyauté ?

A l'ensemble des agents de tous grades qui font "tourner la boutique" ? Aux usagers (contribuables et collectivités) ?..... Ou tout simplement à la doctrine de réduction de la dépense publique et de destruction des services publics.

Car, au-delà des mines de circonstance que les directions affichent à longueur d'année (voilà maintenant 17 ans que nous subissons sans interruption cette logique destructrice), on serait en droit d'attendre de la part de fonctionnaires si haut placés soient-ils, qu'ils agissent à leur niveau pour le bien commun et pour la défense des principes du service public plutôt que comme des moulins à prière du dieu marché.

**Voilà pourquoi, la CGT FINANCES PUBLIQUES ne siègera pas à ce CTL de destruction d'emplois.**